

3.4 “Valeurs humanistes et humaines”

ANNE-MARIE SACQUET, *Directrice générale, Comité 21*: Nous abordons ce matin une série d'ateliers très dense que nous avons intitulée “Valeurs et Ripostes” pour mettre en question les interrogations qui ont jalonné les deux premières universités.



ANNE-MARIE SACQUET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, COMITÉ 21

Nous sommes de plus en plus nombreux à appeler à l'urgence de mutations tant sociétales que technologiques pour assurer la conduite du vaisseau Terre. Ces mutations, à porter collectivement et individuellement, supposent de renouveler l'approche de l'humanisme à l'aune des réalités du XXI^e siècle. Consolider le rôle de l'homme dans le gouvernement planétaire? Placer l'épanouissement humain en tête des indicateurs d'efficacité socio-politique? « Après la Renaissance, après la révolution industrielle, construire une société relationnelle » (Pierre Radanne, 1^{ère} Université)? L'humanisme d'aujourd'hui suppose aussi d'assurer aux jeunes générations des rêves nouveaux - sans démagogie ni sectarisme - et la promesse de conquête de territoires d'échanges et de coopération, fondés sur l'initiative citoyenne libérée, sur la créativité, sur la solidarité...

Quel regard portent les jeunes sur la communauté (politique, intellectuelle, scientifique...)? Quelles valeurs en attendent-ils? Au sein d'une société aujourd'hui organisée en réseau, comment s'échafaudent et se transmettent les idéaux? En quelques mots: Qu'est-ce qui peut convaincre la société de s'engager dans le développement durable? Quels sont les moteurs des mutations que nous avons à entreprendre, individuellement et collectivement? Finalement, qu'est-ce qui nourrit nos désirs d'investissement dans un siècle qui peut paraître parfois bien sombre et qui souvent est exprimé de manière extrêmement négative? Que veut dire “humanisme” aujourd'hui? [...]

Avant de passer la parole à mes deux forces de proposition..., je vous propose quelques citations de sociologues, mais également d'économistes.

“ **L'humanisme d'aujourd'hui suppose aussi d'assurer aux jeunes générations des rêves nouveaux, sans démagogie ni sectarisme”**

Les « humanités » actuelles (culture littéraire ou scientifique) répondent-elles aux aspirations et aux besoins de cette société en devenir? En fournissent-elles les capacités?

Pour Amartya Sen, la seule référence éthiquement légitime de l'action publique est la personne et l'étendue des libertés réelles dont elle dispose pour choisir et conduire la vie qu'elle entend mener.

Pour Edgar Morin, l'hypertrophie du monde techno-bureaucratique a séparé l'état prosaïque et l'état poétique. L'évangile de la fraternité est à l'éthique ce que la complexité est à la pensée : elle appelle à non plus fractionner, séparer, mais à relier, elle est intrinsèquement re-ligieuse, au sens littéral du terme.

Joël de Rosnay nous alerte : en restant seulement dans la peur, dans l'alerte, on ne peut déboucher sur l'action car la peur stérilise. Pierre Rahbi parle de sobriété heureuse...

A la recherche des moyens qui permettent à l'humanité de civiliser la mondialisation, Patrick Viveret invoque les valeurs du sens et l'amour, une démocratie basée sur un socle de spiritualité, au sens large du terme.

Après ces interrogations, je passe maintenant la parole à Gilles.

GILLES PENNEQUIN, *Chargé de mission politiques territoriales de l'État et développement, DATAR*: Lorsqu'on m'a proposé d'intervenir sur ce sujet, ma première réaction a été de penser que le développement durable était forcément porteur des valeurs humanistes, puisque le développement durable consiste à essayer de protéger la planète, pour nous et les générations futures, à lutter contre l'inégalité sociale et l'exploitation de l'homme, à mettre l'économie au service de l'homme et pas l'inverse.

Je me dis que, forcément, le développement durable est très lié aux valeurs humanistes. Mais en y regardant de plus près, je me suis demandé de quel humanisme il est question. S'agit-il des valeurs de l'humanisme occidental puisque nous prétendons avoir inventé l'humanisme, notamment autour de la Renaissance ou bien s'agit-il de valeurs universelles, c'est-à-dire d'un humanisme mondial ?

Le concept du développement durable est né en Occident. Si les valeurs occidentales constituent, jusqu'à présent, le paradigme dominant de l'élite mondiale, il semblerait que ces dernières n'ont peut-être plus le même poids, ni pour nous, ni pour les autres.

“ S'agit-il des valeurs de l'humanisme occidental ou bien s'agit-il de valeurs universelles, c'est-à-dire d'un humanisme mondial ? ”

- D'un côté, la culpabilité occidentale du colonialisme s'est transformée, dans certains mouvements politiques, dans une volonté de soutenir un principe d'égalité entre les différentes cultures.

- D'un autre, la difficulté à s'inscrire dans une économie de marché tournée d'abord vers les pays riches, entraîne un rejet de la culture occidentale qui y est associée et la promotion d'les valeurs portées par d'autres cultures.

La place que prend, dans le débat culturel, le relativisme culturel et notamment la distinction entre les droits de l'homme et droits humains, symbolise cette évolution.

Avec les droits de l'homme, on s'adresse à l'individu. Nous sommes bien là dans la vision chrétienne, à la suite de la réforme, qui place l'individu au dessus de tout, au dessus de la société.

Avec les droits humains, intervient la notion de droit collectif, de société où l'individu en tant que tel n'a pas de sens et n'est que la partie d'un tout : l'oumma pour les Musulmans par exemple.

Nous voyons bien que tout le monde n'a pas l'individu comme centre de préoccupation.

Par ailleurs, la perception du DD relèverait autant de l'espace que du temps.

Pour ce qui est de l'espace, on peut aisément concevoir qu'un Chinois ne partage pas les mêmes valeurs qu'un Français ou un Anglais.

Concernant la notion de temps : quelle universalité, alors qu'il semble difficile voire impossible de penser les valeurs qui seront celles des générations futures ? En a-t-on d'ailleurs le droit ?

Ce sont des questions qui me semblent traverser le développement durable et sur lesquelles nous sommes en recherche plutôt qu'au stade de formuler des propositions.

J'ai le sentiment, que loin d'être universel, le développement durable est un concept encore émergent, même s'il date maintenant d'une dizaine d'années. Sur les questions des valeurs, nous sommes encore dans le flou, notamment parce que le concept s'appuie sur la culture du compromis. Du coup, nous naviguons entre nos valeurs et celles des autres. J'ai l'impression que le développement durable s'apparente quasiment à une démarche initiatique dans laquelle le chemin compte plus que la destination et où les convictions dominent sur les vérités, puisqu'il peut y avoir plusieurs vérités, les nôtres et celles d'autres cultures.

Faut-il rester sur le compromis ou faut-il aller vers le conflit ? Sommes-nous dans l'idée de promouvoir et de défendre nos valeurs, celles de l'Occident. Voulons-nous et souhaitons-nous les imposer, faire qu'elles deviennent universelles ; considérant tout de même que nous ne représentons plus quasiment que 10 % de la population mondiale ? Le pouvons-nous encore ? En avons-nous le droit ? Les autres nous reconnaissent-ils le droit de faire en sorte que nos valeurs soient universelles ?

À l'international, la ligne de fracture sur la question des valeurs se retrouve entre le discours du président de la République à Johannesburg (parlant du nouveau pilier du développement durable : celui de la diversité culturelle) et les discours de MM. Bush et Blair.

“ Sur les questions des valeurs, nous sommes encore dans le flou, notamment parce que le concept s'appuie sur la culture du compromis ”

D'un côté, nous retrouvons la valorisation du relativisme culturel avec le fameux pilier de la “diversité culturelle”, cher au Président Français. C'est une vision humaniste, qui reconnaît aux autres le droit d'avoir leurs propres valeurs ; c'est certainement un prolongement de la vision française universaliste des Lumières.

A moins qu'il s'agisse pour certains une manière de leurs signifier de maintenir leurs traditions, d'en faire des réserves « d'Indiens » pour avoir encore des choses à visiter !

D'un autre côté, nous avons un axe qui est en train de se conforter en ce moment, à savoir l'axe Bush/Blair avec, pour faire vite, les valeurs chrétiennes qui doivent s'imposer au monde.

C'est une ligne de fracture très forte sur laquelle il serait intéressant de s'appesantir.

J'ai listé un certain nombre de sous-thèmes que je propose de soumettre à la discussion. Avec le Développement durable :

- Sommes-nous dans l'autonomie par rapport au religieux ou pas ?

- Sommes-nous dans l'autonomie par rapport à la nature ou pas? Donc, sommes-nous dans une vision utilitariste de la nature?
- Sommes-nous dans l'égalité homme/femme?
- Sommes-nous dans la liberté ou la contrainte?
- Est-ce en fin de compte la démocratie face à un despotisme éclairé? Hans Jonas, dans *"le Principe de responsabilité"*, termine son ouvrage en parlant d'un despotisme éclairé.

Hier, j'entendais dans nos débats que nous sur-valorisons la démocratie participative. Que penser si certains territoires choisissaient de s'inscrire dans un développement non durable? Dans ce cas, que faut-il faire? Faut-il aller leur taper dessus ou pouvons-nous considérer qu'ils ont raison?

Avec des questions de ce type, nous touchons au cœur des valeurs.

Sur les autres valeurs, tout à l'heure, nous avons parlé d'amour, des notions de plaisir, d'ascétisme, de souffrance. Comment percevons-nous les valeurs du développement durable à travers cela?

Pour terminer, je dirai : sommes-nous sur un humanisme mou ou sur un humanisme de combat?

A N N E - M A R I E S A C Q U E T : Merci. Jean-Luc va nous proposer une approche radicalement différente. *(Rires.)*

J E A N - L U C G É R A R D, *Consultant* : Lorsque Anne-Marie m'a demandé de faire une intervention sur les valeurs humaines, il m'est venu une image. Alors que j'étais petit, cela fait déjà quarante ans, on nous avait projeté, à l'école, des images de petits Noirs du Niger avec de gros ventres. Ma première réaction avait été de vendre ma collection de timbres et de faire un don, comme beaucoup d'autres. Or, en venant, dans le TGV, je suis tombé sur un article du monde qui titrait : *"Famine au Niger, nous sommes tous responsables: Kofi Annan"* Qu'est-ce qui a changé? Cela fait déjà quarante ans qu'on parle du problème. Des tonnes de papiers ont été écrites sur le sujet. Des films, des magazines, etc., en ont parlé. J'ai même l'impression que la situation s'est plutôt aggravée.

Je me suis donc posé des questions : nous sommes-nous adressés aux bons acteurs pour faire changer les choses? Et avons-nous mis des dynamiques en place pour faire changer dans le bon sens puisque, apparemment, cela n'a pas marché? Comme dit un proverbe que j'aime beaucoup : *"Les imbéciles font toujours les mêmes erreurs, les intelligents en font toujours de nouvelles."* *(Rires.)*

Quelle est la valeur la plus vendue dans le monde? C'est l'argent. Quel est le produit le plus vendu dans le monde? C'est le dollar.

Que signifie l'argent? Quelle évolution depuis la Seconde Guerre? Nous avons parlé du culturel. Qu'en est-il de l'économique? Deux phénomènes très intéressants sont à noter. Le premier est que, dans le Nord, nous retrouvons des populations qui vieillissent, qui ont de l'argent. Or, il faut financer les retraites parce que nous n'avons plus les jeunes pour les financer. Il faut donc de l'argent.

“ Et avons-nous mis des dynamiques en place pour faire changer dans le bon sens ”

Pour vous donner un ordre d'idée, il se place dans ce que j'appellerai les "caisses de pension" ou "l'épargne retraite", 12 millions de dollars toutes les cinq minutes. À la fin de mon intervention, 12 millions de dollars de plus seront tombés dans la caisse des épargnes retraite. Vendredi prochain, ce sera 24 milliards de dollars dans la caisse des retraites, dans le monde ! Actuellement, 30 000 milliards de dollars se promènent autour de la planète. Que cherchent-ils ? Le rendement. Parmi les gestionnaires de cet argent 99,99 % ne prennent en compte aucune autre valeur que les valeurs financières, et cet argent représente un énorme pouvoir.

D'où un effet de *feed-back* positif et une chaîne de *feed-backs* positifs.

Démonstration pour exemple Jean-Luc souffle une première fois dans un ballon bleu représentant la planète terre :

Premier *feed-back* positif dans les systèmes sociaux bio-culturels dans lesquels nous vivons (la planète, les écosystèmes, le social, l'économique) : Surpopulation. (*Jean-Luc souffle une seconde fois*) surconsommation. (*Rires*) (*Jean-Luc souffle une troisième fois*) Ici, c'est l'hypertrophie financière. (*Rires*)

De temps en temps, il faut faire des *feed-back* négatifs pour dégonfler le système et permettre de vivre de façon conviviale. (*Jean-Luc dégonfle un peu le ballon*) (*Rires et applaudissements.*)

Deuxième phénomène très intéressant : en 1970, les *Trans National Corporation* (TNC) multinationales, en français réalisaient 30 % du commerce mondial. Aujourd'hui, elles en réalisent 70 %. C'est la concentration du commerce, *l'émergence par des fusions à répétition d'oligopoles extrêmement puissants.*

Prenons les marchés de l'alimentaire, de la pharmacie, des pesticides, des engrais. Les dix plus grandes compagnies dans le monde maîtrisent déjà plus de 50 % du marché (entre 50 % et 60 % selon les marchés).

Dix compagnies mondiales maîtrisent, sur le marché mondial, plus de la moitié des marchés, ce qui signifie une énorme concentration de forces et de pouvoir. Elles décident de *délocaliser, de mettre sur le marchés des produits durables ou non*, de faire des investissements à tels endroits, de financer le barrage des Trois Gorges, etc. Je n'entrerai pas dans le détail.

Sur quoi débouche la combinaison de ces deux phénomènes, *vieillesse des populations et émergence d'oligarchie ?*

– Premièrement, la richesse des caisses de pension est très inégalement répartie dans le monde. Six pays détiennent 90 % de l'épargne retraite dans le monde.

– Deuxièmement, les caisses de pension sont devenues les propriétaires des économies nationales. Les caisses de pension globales, dans le monde, américaines, françaises, etc., possèdent déjà 66 % du Standard and Poor's (ce sont des actions, la force économique de l'Amérique), 33 % du Footsie en

Grande-Bretagne) et 25 % en Suisse. En ce qui concerne la France, c'est un peu particulier. Nous voyons bien que les économies nationales sont possédées par des fonds de pension qui recherchent *en première ligne le profit à court terme et concentrent les capitaux dans les TNC.*

“ En 1970, les multinationales, réalisaient 30 % du commerce mondial. Aujourd'hui, elles en réalisent 70 % ”

J'ai parlé du déséquilibre Nord/Sud. Quels effets cela a-t-il sur les valeurs? Nous avons un monde au Nord âgé, qui a beaucoup d'argent et qui a besoin de beaucoup de soins, et un monde au Sud avec des jeunes, pauvres et qui n'ont pas accès aux soins. C'est ce que j'appelle le "syndrome des jumeaux". Lorsqu'une femme est enceinte de jumeaux, souvent il y en a un qui grandit bien et l'autre... C'est ce qui se passe actuellement dans l'économie.

Prenons l'exemple concret de Big Pharma. Comment fonctionne la pression des investisseurs sur la pharmacie (*return on investment*)? Que font-ils? Regardons cela dans le pipeline des entreprises pharmaceutiques. Nous prenons donc les quinze plus grandes entreprises pharmaceutiques dans le monde et nous regardons quel type de produits elles développent. Les quinze développent des produits relatifs au cancer. Les quinze développent également des produits relatifs à la dépression. Quatorze développent des produits relatifs à Alzheimer et treize des produits relatifs aux maladies cardio-vasculaires. Deux développent des produits sur la tuberculose, une des produits contre la malaria!

Qu'est-ce que cela signifie? Grâce à la "mal-bouffe", à notre stress, *l'allongement de la durée de vie* etc., nous sommes en train de permettre aux sociétés pharmaceutiques de gonfler leurs budgets publicité et de faire des profits, pendant que les millions de tuberculeux et tous ceux qui souffrent de la malaria n'ont pas accès aux systèmes de soins!

Cela pose un problème de valeur qui se traduit par la puissance de l'argent sur les décisions prises dans les centres de pouvoir par les managers ou des gestionnaires de fortune. *Qui décide? Des banques qui sont également très concentrées. Les dix plus grandes banques décident où les investissements seront dirigés, si l'on va investir dans les énergies renouvelables, l'agriculture biologique, etc.*

“ À qui appartient tout cet argent ?
À nous ! C'est notre argent. Il faut donc se réapproprier ce pouvoir ”

J'ai un peu regardé les programmes de l'UNEP, du Comité 21 et je n'y ai pas retrouvé le mot "finance". J'ai vu "textile", tout ce que l'on veut, mais on ne parle jamais de la finance... Or, c'est là que se trouve le pouvoir.

Nous avons eu pas mal de mauvaises nouvelles, il faut tout de même en donner une bonne... À qui appartient tout cet argent? À nous! C'est notre argent. Il faut donc se réapproprier ce pouvoir. Il y a plusieurs idées. Pour cela, on peut penser à des labels. Il en existe bien pour le chocolat, les bananes, les salades, le lait bio, etc. Or, le produit le plus vendu dans le monde n'a pas de label!

Nous devons nous réapproprier ce pouvoir de l'argent et demander des comptes à ces gens-là. Il y a le label éthique, les fonds ISR, mais c'est un peu flou. *Il n'y a aucun standards (au contraire des produits bios) sur les critères employés par ces placements.* Nous avons donc toute une réflexion à mener sur la façon dont nous pouvons nous réapproprier ce pouvoir. Sinon, si nous ne faisons pas un *feed-back* négatif, c'est-à-dire en arrêtant de courir après l'argent, après le "toujours plus", dans la suite logique des *feed-backs* positifs, vous pouvez imaginer ce qui arrivera au ballon...

(Applaudissements.)

ANNE-MARIE SACQUET : Merci, Jean-Luc. Nous avons eu un croisement introductif très créatif de la notion de valeur. Le débat est ouvert.

UNE INTERVENANTE : Il est bien d'avoir abordé cette notion de finances et de pouvoir de l'argent qu'on a tendance à oublier. Dans les milieux dans lesquels nous nous rencontrons, nous avons tendance à ne pas en parler. Ensuite, sur la façon de se réapproprier cet argent, c'est une bonne question.

PASCAL DUBOIS Jonas nous a donné la réponse. Trop souvent, on oublie le principe de responsabilité.

“**Nous sommes tous tributaires de systèmes bancaires. Mais qui dans la salle demande des comptes à sa banque ?**”

Ce qui est catastrophique, à mon sens, dans le développement durable, c'est qu'on ne parle plus du tout de ce principe. On nous parle du principe de précaution, du principe de modération, du principe de citoyenneté, mais plus personne ne met en avant le principe de responsabilité. Ne serait-il pas temps que nous soyons un peu plus militants sur ce point ?

Nous sommes tous tributaires de systèmes bancaires. Mais qui dans la salle demande des comptes à sa banque ?

ANNE-MARIE SACQUET : Patrick ?

PATRICK VIDLOECHER : Comment faire ? C'est le bon débat. Sur le principe de responsabilité, tout à l'heure vous avez parlé de la démocratie. Il ne faut pas, à mon avis, aller soit au “tout vers l'individu” soit au “tout vers le collectif”. Nous le savons bien. Il faut respecter des valeurs dites individuelles. Il y a aussi des droits collectifs. Mais il faut savoir dans quel système et dans quelle organisation on se place.

Je ne cherche pas à faire la promotion des valeurs occidentales ou des valeurs judéo-chrétiennes, mais j'ai une conviction forte : la démocratie représentative et participative – nous savons bien qu'il y a un équilibre à tenir est le socle sur lequel on peut exercer le principe de responsabilité.

Parler du principe de responsabilité... Comment devons-nous nous organiser ? Nous n'allons pas faire des *happenings* toute la sainte journée ! Cela pose le problème des modes de décision, des arbitrages, de la légitimité et finalement du “un homme/un vote”.

Il faut se poser la question. Si notre démocratie ne nous intéresse plus, c'est peut-être là qu'on doit agir. Il faut revitaliser le système démocratique représentatif. J'insiste sur ce point car, s'il n'est pas représentatif, c'est ceux qui possèdent les chaînes de télé qui feront les résultats des élections.

Il faut redonner du pouvoir, c'est la notion de représentation d'un grand nombre d'individus par un petit nombre d'individus sous contrôle, ce qui n'exclut pas des contacts, des explications de la participation. Nous devons nous poser la question de notre organisation socio-politique.

ANNE-MARIE SACQUET : Ce qui n'empêche par la responsabilité individuelle.

L'INTERVENANT : Bien sûr, mais s'il s'agit de corriger les excès financiers, elle pourra s'exercer par un pouvoir démocratique légitime, pas par la rue.

UN AUTRE INTERVENANT : Le problème est que beaucoup de politiciens ont oublié les sens originaux, venant du grec, de “politique” et de “démocratie”. En tant que jeune conseiller régional, j'ai fait de la politique, mais de la “vraie” politique. Je n'avais pas de parti, je n'étais pas politicien, je faisais de la politique ! Cela consistait à dire ce que je pensais de la cité, à voir ce que les gens autour de moi en pensaient, à discuter avec

eux de notre région, etc. Il faut arrêter de dire : *“Moi je pense cela. Donc il faut faire cela.”* La question est : *“Que pense la majorité? Que pense le peuple? Cela a été totalement oublié par ceux qui sont en haut, peut-être pas les maires, bien que certains l’aient également oublié. En tout cas, plus on monte, plus on l’oublie...”*

C’est l’impression que j’ai en discutant avec les gens ici, comme avec beaucoup d’autres dans la rue.

A N N E - M A R I E S A C Q U E T : Quelles sont, selon toi, les valeurs qui permettent de passer du “politicien” au “politique”? Par exemple, quelles sont les valeurs sur lesquelles, au Conseil régional des jeunes, vous vous appuyez pour faire des propositions?

L ’ I N T E R V E N A N T : C’est déjà ce que nous entendons autour de nous, ce que les gens nous disent. Nous avons tous discuté dans nos lycées ; nous n’avons pas entrepris de choses qui soient venues uniquement de notre propre réflexion. Nous avons réfléchi, commencé à donner des axes ; puis nous avons fait des questionnaires, nous en avons parlé autour de nous pour voir ce que tout le monde pensait, pas seulement nous.

Si nous sommes jeunes conseillers régionaux, c’est que nous sommes intéressés, c’est que nous avons envie de bouger et d’agir. Mais nous ne sommes pas forcément représentatifs, nous représentons seulement une part. C’est la part qui se fait oublier, celle qui ne dit rien ou qui dit : *“Moi, je ne peux rien faire”* qu’il faut interroger ; il faut lui montrer qu’elle peut faire quelque chose. Il faut le rappeler aux gens. Il faut rappeler à ceux-là qui ont oublié qu’ils faisaient partie du peuple, qu’ils avaient leurs voix, qu’ils ont le droit de dire et le pouvoir de faire. Malheureusement, nous avons un Premier ministre qui a dit récemment : *“Ce n’est pas le peuple qui nous fera changer de position”*.

A N N E - M A R I E S A C Q U E T : Jean-Charles?

J E A N - C H A R L E S L A R D I C : J’entends : discussion, écoute... Nous constituons un univers qui a vocation à débattre en son sein et sans doute à s’ouvrir aux autres.

Pour revenir au débat sur les valeurs, même si je fais un peu de philosophie et sans vouloir entrer dans le débat des valeurs occidentales et orientales, j’ai envie de lâcher le mot de “fraternité” et de mettre un peu les pieds dans le plat en disant que, dans le développement durable, on tourne autour du pot, on fait du catastrophisme... Le développement durable, c’est dire qu’on va dans le mur si on fait rien.

Cela consiste à donner des recettes ou à poser des interrogations (comment faire?) mais on ne va pas, dans les définitions du développement durable, jusqu’à dire pourquoi on aurait envie de changer. Soit, on a beaucoup hypertrophié la notion de peur : il faut changer pour sauver sa peau. Mais, en termes de communication sur le développement durable, on n’insiste pas sur des aspirations positives qui peuvent donner envie de changer.

“ Il faut changer pour sauver sa peau, on n’insiste pas sur des aspirations positives qui peuvent donner envie de changer ”

Il faut voir si ces aspirations positives peuvent être partagées à l’échelle mondiale, si nous pouvons trouver un socle commun de valeurs qui puissent être à la fois individuelles et collectives. J’ai l’impression que nous pouvons en trouver. C’est le premier point que je voudrais développer.

En outre, j’ai le sentiment que ces valeurs, quoi qu’on en dise, ne sont pas “ringardes” et peuvent se retrouver dans l’évolution sociétale actuelle.

La fraternité... Cela fait penser à la responsabilité que nous avons vis-à-vis des gens qui sont autour de nous, plus ou moins loin. Cela fait penser également

à la solidarité, au respect de l'autre. On emploie assez peu cela dans le développement durable, pourtant cela se rattache directement aux principes...

[...]

Ces valeurs en tout cas induisent directement les principes du développement durable.

La responsabilité débouche sur le principe de précaution, sur l'évaluation. Le respect de l'autre, cela signifie qu'on ne peut pas imposer des solutions à l'autre. Nous retrouvons les notions de gouvernance, de solidarité et d'équité.

Toutes ces valeurs qui sont assez occidentales dans leur formulation, à supposer qu'elles soient acceptables, sont-elles acceptées ou en voie d'acceptation compte tenu du contexte actuel dans lequel on a plutôt tendance à parler de montée des individualismes et de perte du sens du devoir? On extrapole un peu en parlant d'une montée des égoïsmes. Sur ce point, je m'interroge, car cette montée de l'individualisme, en fait, s'accompagne également d'une montée de l'hédonisme, du besoin de plaisir.

Or je suis certainement optimiste et idéaliste, cette notion d'individualisme et de plaisir n'est pas très éloignée de celle d'épanouissement personnel et d'estime de soi. Vous voyez où je veux en venir dans une société dans laquelle nous sommes tous interdépendants... On peut penser finalement que se sentir bien individuellement, c'est se sentir bien avec les autres. Effectivement, ces valeurs peuvent permettre de "s'éclater", si je peux me permettre d'employer un vocabulaire qui n'est plus tout à fait de mon âge – malheureusement, mais Pierre Radanne avait commencé hier et d'autres l'ont fait ensuite. Le développement durable, s'il ose appeler "un chat un chat", s'il ose parler d'"amour universel", permettra de "s'éclater". Je pense que le terrain sera là, dans cette recherche qui a une part individuelle.

Cerise sur le gâteau... Nous avons également parlé de complexité. Une autre valeur vient se greffer; c'est la complexité. Il n'y a pas de modèle unique, nous ne sommes pas non plus encore dans un contexte de restriction absolue. Après tout, sur trois planètes, il faut en économiser deux. On peut penser que la technologie permettra d'en économiser une part. Nous ne sommes pas dans un système unique dans lequel il faut absolument tout diviser par dix. Nous avons chacun une marge de manœuvre. Ainsi, une notion de liberté, de libre-arbitre réapparaît tout naturellement. C'est une valeur extrêmement porteuse d'optimisme pour l'avenir. Il faut débattre du modèle et voir comment ce modèle peut s'allier à d'autres modèles.

ANNE - MARIE SACQUET : Je reviens sur cette valeur de la fraternité. Pouvons-nous considérer que cette valeur est universelles?

UNE INTERVENANTE : On parle volontiers de valeurs occidentales et de valeurs orientales. Dans les valeurs occidentales, il n'y a pas une seule valeur et un seul moteur, en particulier si nous parlons de liberté et de fraternité. Ce n'est pas la même chose suivant les continents.

“ Cette notion d'individualisme et de plaisir n'est pas très éloignée de celle d'épanouissement personnel et d'estime de soi ”

Je vous invite d'ailleurs à lire le livre d'un Américain, Jeremy Rifkin, professeur en Pennsylvanie, dont le titre est "*Le rêve européen*". Le rêve européen n'est-il pas en train de détrôner le rêve américain? Et il est américain!

Il rappelle dans son livre quelques fondamentaux des valeurs européennes et américaines, en particulier sur la liberté et la sécurité. Le rêve américain, construit sur le principe que tout le monde peut arriver à ce qu'il veut pourvu qu'il en ait envie, sur le sol américain – ce n'est pas trop dit, mais c'est la suite, fonde la notion de liberté sur une liberté de l'individu. Or, comment l'individu est-il libre? L'individu est libre s'il est autonome. Il ne faut pas qu'il dépende des autres. C'est la liberté pour un Américain. Il est d'autant plus libre, évidemment, qu'il a les moyens d'être libre. Et comment en a-t-il les moyens? Par l'argent. La construction est assez simple et de là découle pour lui la notion de sécurité. Plus il a d'argent, plus il est capable de se défendre individuellement et d'être en sécurité.

A contrario, il cite le rêve européen comme une recherche également de liberté et de sécurité, mais au travers de quelque chose de collectif. C'est la liberté des individus à communiquer entre eux et, ce faisant, l'atteinte d'une certaine sécurité pour chacun. Nous voyons que ce n'est pas du tout le même modèle.

Ce rêve américain persiste aujourd'hui dans les décisions du peuple américain ou du gouvernement américain, bien que certains se posent des questions; Jeremy Rifkin en est un exemple. Avant lui, d'autres se sont interrogés. Rifkin cite par exemple Robert Kennedy pour qui le PIB était une chose abominable, puisque plus on produit de napalm, plus le PIB augmente alors que, par contre, il ne mesure pas la façon dont les enfants sont scolarisés, dont l'école est organisée, dont la santé est prodiguée à ceux qui en ont besoin, etc.

Nous voyons bien qu'en fait, il n'existe pas une notion "valeurs occidentales" monolithique. Il existe bien deux types de valeurs qui "s'affrontent", entre guillemets, sur des terrains divers. Il explique notamment que les Américains ont tendance à intervenir à l'extérieur dès l'instant qu'il s'agit de protéger ce qu'ils considèrent comme leur liberté individuelle potentiellement en danger. Nous le voyons bien. Ils n'essayent pas de trouver un compromis, que Rifkin place plutôt dans les valeurs de type "européennes".

Je souhaitais simplement rapporter ces éléments qui me semblent fort pertinents, venant de quelqu'un dont je vous engage vivement à lire le livre. Celui-ci vient de sortir en français et se lit avec beaucoup de plaisir. Il est important de connaître cela en "*background*".

Dernier point, Rifkin cite très précisément le développement durable comme faisant partie du rêve européen.

A N N E - M A R I E S A C Q U E T : Henri, Gilles, Luc et Pierre-Frédéric.

H E N R I G A U C H O T T E : Je souhaiterais revenir sur l'intervention de Jean-Luc et notamment sur un point qui lie les valeurs du développement durable et de la communication. C'est une question qu'il posait.

Cela concerne tout cet argent investi dans le monde. Nous savons qu'il y a les valeurs boursières, des fonds et des fonds de fonds. Je crois savoir qu'il y a davantage de fonds et de fonds de fonds de valeurs unitaires boursières.

Une des actions c'est une question que je pose, je n'en connais pas l'impact serait le jugement qui pourrait être porté sur des fonds ou des fonds de fonds quant à la nature des investissements qu'ils concernent. Nous avons pu assister à de grands mouvements aux États-Unis, notamment à l'égard de Nike, qui, à travers une sorte de lobbying, en expliquant comment étaient fabriqués tels et tels équipements, etc., avaient permis d'agir sur les entreprises en tant que telles.

Existe-t-il un système de cotation de valeurs des fonds ou des fonds de fonds de telle manière à donner une telle information au monde et à ceux qui investissent ? Si tel est le cas, que faudrait-il faire pour arriver à un effet de levier sur l'opinion publique (Exemple. : *"Je ne savais pas qu'en investissant dans tel fonds, mon argent allait à telle entreprise, etc."*) ? N'est-il pas possible d'agir sur ces 99,99 % de masse financière, sachant que le reste correspond au 0,01 % des fonds éthiques, etc., pour que les consommateurs de la finance que nous sommes tous à titre individuel soient informés ?

J E A N - L U C G E R A R D : En fait, vous posez deux questions. La première est celle des fonds et des fonds de fonds ou des placements. Elle concerne la qualité du fonds ; c'est savoir s'il s'agit d'un fonds responsable, solidaire, etc. Je vous conseille de lire à ce sujet Ekwo. Ils ont fait un petit encart sur les fonds responsables en France et ils posent les questions principales. Il suffit de le lire.

La deuxième est celle de l'"engagement", comme le disent les Américains : cela signifie que les gens qui gèrent des fonds ont des droits. Ils sont propriétaires. Pour revenir sur la thématique qui a été amenée, je précise que George Bush a fait sa campagne autour de l'*Ownership society*. Cela signifie que les gens sont des propriétaires individuels, des actionnaires. Pour les Américains, un propriétaire, c'est avant tout un actionnaire.

Quel est le pouvoir de l'actionnaire et pouvons-nous agir sur les entreprises c'est ce dont il s'agit, sur les produits qu'elles fabriquent, sur la façon dont elles les produisent, dont elles traitent le tiers-monde ? Il s'agit d'agir, en tant que propriétaires des capitaux confiés à des tiers (*banques, assurances, OPCVM, épargne salariale...*) sur ces gens, de faire de l'engagement et c'est très difficile.

“ Cela débouche donc sur une dé-démocratisation de la société par le pouvoir de la finance, de l'assurance, des banques ”

En Suisse, par exemple, il y a 3 millions d'habitants qui travaillent et dix personnes qui décident où sera investi l'argent et votent toujours dans le sens des actionnaires et du bureau du Conseil d'administration... Donc, pas de changement dans la société, pas de contestation, pas de prise du pouvoir.

Le phénomène le plus important de ce pouvoir par l'argent est que ce système confisque la parole à tous les autres. Il y a des gens qui décident ; ceux-là confisquent la parole à tous les autres et ils ne la prennent pas, notamment dans les assemblées générales pour défendre les « biens communs » comme les forêts tropicales, les poissons, la santé... Cela débouche donc sur une dé-démocratisation de la société par le pouvoir de la finance, de l'assurance, des banques qui ne critiquent pas le mode de développement non durable de l'industrie et qui la laisse faire.

U N I N T E R V E N A N T : Existe-t-il un *lobbying* efficace ?

U N A U T R E I N T E R V E N A N T : Il existe des lois sur la représentation des petits porteurs, qui commencent à être utilisées par les fonds éthiques.

[...]

UN INTERVENANT : Les actionnaires également peuvent se manifester.

ANNE - MARIE SACQUET : Je pense que nous parlons de choses différentes. Nous avons à la fois des valeurs – nous avons parlé de valeur de fraternité et des moteurs d'action. On peut penser que, par exemple, la responsabilité qui me paraît être un élément extrêmement important est une valeur et un moteur.

Dans l'affaire Nike, me semble-t-il, ce qui a agi dans le boycott mené sous la pression d'associations d'ailleurs organisées en réseau, c'est d'avoir joué à la fois sur le renforcement de l'information – les ONG jouent un rôle important dans le renforcement des capacités des citoyens puisque leur premier rôle est de les informer. et sur l'élaboration de règles progressives, mais qui ne touchent qu'une part extrêmement marginale du milieu de la finance. Cela dit, ce n'est pas parce que le mouvement est marginal qu'il n'a pas de valeur, en ce sens que nous pouvons espérer le voir progresser.

GILLES PENNEQUIN : Je voudrais intervenir à la suite des propos de Jacques. Je n'ai pas lu *"Le rêve européen"* de Rifkin. Pour Rifkin, le développement durable serait en gros le modèle européen, mais de quel modèle européen parlons-nous ?

UN INTERVENANT : Du "rêve" !

GILLES PENNEQUIN : Est-ce le rêve européen des Anglais, celui des Français ? Est-ce le modèle économique rhénan avec les pouvoirs publics comme intermédiation entre le citoyen et le marché ? Est-ce le modèle anglo-saxon qui est à l'œuvre ? Là, je rejoins ce que disait Jean-Luc ; c'est tout de même l'idée de l'individu face au marché, et plus rien entre eux deux.

Or, c'est plutôt ce modèle "libéral néo-classique", entre guillemets, qui est en train d'écraser ou en tout cas qui s'est imposé chez les élites. Bien sûr, on ne voit que les élites. Je ne sais pas si le Chinois "lambda" a une opinion sur ce point, mais en tout cas, à l'échelle mondiale, chez les élites, c'est bien cette idée-là qui domine.

UN INTERVENANT : Rifkin situe très précisément la Grande-Bretagne, en expliquant qu'elle hésite entre les deux. Elle ne sait pas très bien si elle doit aller vers le rêve américain. Culturellement, il y a des tendances, mais elle a en même temps envie de rester près du rêve européen. Il situe très précisément les Britanniques comme étant partagés entre les deux.

ANNE - MARIE SACQUET : J'aimerais que nous n'en restions pas, dans cet atelier, à une dimension européenne. Nous sommes en train de parler d'humanisme. Je vous rappelle que c'est évidemment dans l'objectif d'un développement durable et que tout cela présuppose que la communication peut y faire quelque chose. Essayons de resserrer, si vous le permettez, les analyses et les recommandations de cet atelier.

Pierre-Frédéric ?

PIERRE - FRÉDÉRIC TENIERE - BUCHOT : J'aimerais revenir, puisque nous sommes dans une Université, sans toutefois faire un cours, sur les origines, l'histoire du développement durable.

En 1972, rappelez-vous, cela a été Stockholm, le premier sommet, et cela s'est très mal passé. Vous reprenez tous les discours actuels sur le développement durable, vous remplacez le mot "développement durable" par "environnement" avec une machine à traitement de texte et vous obtenez les discours de 1972 ou 1970. J'en ai fait certains.

C'était une grande époque pour l'environnement. Quelle a été la réaction des non-alignés et du Groupe dit "des 77"? Elle a été de dire : *"Vous vous fichez de nous. Nous ne voulons pas de l'environnement. Vous êtes des post-colonialistes qui essayez, avec des standards sur l'environnement, de nous asservir à nouveau."* Ce n'était pas totalement faux. Cela s'est terminé par un cafouillage (*"Faut-il continuer dans ce sens ?"*) et la ministre norvégienne, Mme Brundtland, a dit qu'on allait réfléchir pour trouver un compromis, entre les "gros" et les "petits" du Sud. Elle a réuni une Commission autour d'elle ; la France n'était guère présente, ni d'ailleurs les pays méditerranéens européens, si je puis dire. Le développement durable est donc un modèle anglo-saxon, anglais.

“ Le développement durable est donc un modèle anglo-saxon, anglais ”

Ce n'est pas un modèle catholique, mais protestant. C'est très important. Si l'on est protestant, on comprend bien. Si l'on est laïc, ouvert, protestant – valeur de fraternité et un certain nombre d'autres qui ont été dites ici, un peu franc-maçon, cela marche très bien. Si l'on est catholique et papiste, cela ne marche pas du tout. Il faut déjà comprendre cela. Pour être en faveur du développement durable et faire un beau discours sur celui-ci, il faut déjà avoir en présupposé des valeurs qui ne sont pas forcément partagées par tous en Europe.

Donc, après l'acceptation par le monde anglo-saxon, européen du Nord, de ce modèle, Mme Brundtland a fait sa carrière là-dessus. Il ne faut pas oublier qu'elle est devenue la patronne de l'OMS. Si l'on n'a pas une idée personnelle des gens qui portent les valeurs et qui font un peu leur carrière... Dans le concert des Nations Unies, le groupe autour de Kofi Annan est, si je puis dire, le "noyau intellectuel" de ce que nous vivons à l'heure actuelle. C'est très important.

Les Américains s'y sont un peu ralliés. Les Canadiens s'y sont tout à fait ralliés. N'oublions pas qu'en 1987, c'était : *"Il faut tuer l'environnement"* et Rio a été le "chant du cygne" de l'environnement, sauf pour ceux qui observaient. On a dit : *"C'est merveilleux, on démarre..."* Non, on ne démarrait pas, cela faisait déjà vingt ans que cela avait démarré ! En fait, ceux qui ont "tué" l'environnement ont pris le pouvoir et sont à l'heure actuelle aux postes de décision des Nations Unies et de l'Amérique du Nord.

En 1987, le développement durable était publié et il a été mis en œuvre en 1992. Il apparaissait comme la vraie valeur. N'oubliez pas que le PNUE dont j'ai fait partie, qui en 1992 était à cette hauteur-là budgétaire, a vu en 1993 son budget divisé par deux. On a donc coupé tout ce qui était "environnement".

Ceux qui ne comprennent pas sont des idéalistes et les idéalistes sont très loin des valeurs d'argent et très loin des valeurs politiques.

Depuis 1993, en dollars constants, si je puis dire, jamais l'environnement ne s'en est sorti. En revanche, pour ceux qui faisaient du développement durable, c'était parti ! En quelle année le développement durable a-t-il été traduit en français ? En 1995, par le Québec. Et c'est à partir de 1995 que la France s'est aperçue que le mot existait. Elle a coupé l'existence de l'environnement, cela ne fait pas si longtemps, puisque nous avons maintenant un MED et non plus un ministère de l'Environnement.

“ Pour être en faveur du développement durable, il faut déjà avoir en présupposé des valeurs qui ne sont pas forcément partagées par tous en Europe ”

L'environnement, c'est terminé, complètement enterré. Cela n'a plus cours comme valeur politique. Il faut vraiment être "ringard" pour en parler. Et il s'agit de la zone de compromis. C'est 50 % Gilles Pennequin, 50 % Jean-Luc Gérard. Moi, je ne suis pas un fanatique du compromis, en tant que compromission. C'est un mot, comme "décroissance", à connotation négative. Il n'empêche que nous vivons dedans et que l'art de ne pas voter, de se mettre d'accord pendant les pauses-café... L'essentiel, c'est la pause café de tout à l'heure !

Ce n'est pas ce dont nous discutons en ce moment. C'est une culture différente. C'est une "démocratie despotique" où il s'agit d'être bien placé, près du thermos... (Rires.) Le reste... ! Ce n'est pas l'action, si je puis dire. L'action, c'est savoir se placer à table, aller marcher à pied quand il faut aller marcher à pied..., etc. C'est très important. Les idées, aucune importance ! Il y a là un changement qui est le XXI^e siècle et qui est très difficile à faire accepter par des gens qui aiment manipuler les idées, dont je fais partie ; c'est un regret, si je puis dire. Mais choisir, c'est regrettable...

Donc, je ne sais pas si le mot "valeur" est adapté.

A N N E - M A R I E S A C Q U E T : Solène ?

S O L È N E B O U R D A I S : Nous avons tout de même des valeurs communes. Même s'il existe une opposition Occident/Orient et y compris à l'intérieur de l'Occident, on retrouve un socle commun.

Je voudrais parler des leviers. Nous adhérons tous à ces idées, mais il faudrait déterminer comment nous pouvons vraiment agir. Nous voyons tout de même des signes encourageants. M. Goldsmith, le neveu du fondateur de *"The Ecologist"*, a fondé la Karma Banque. Il propose de se réapproprier le pouvoir en jouant là où cela fait mal, non pas en lançant des cailloux, mais en jouant sur le prix des actions. C'est un acte de reprise de pouvoir.

On assiste à un mouvement émergent très fort, celui des fonds éthiques, des placements éthiques.

Certaines banques cherchent à mesurer l'impact social, environnemental de leurs placements. 30 000 milliards de dollars ! Cela représente un pouvoir énorme. C'est là-dessus qu'il faut jouer. Ils sont en train de mettre des indicateurs, de construire une réflexion globale, systémique sur l'impact des placements de leur argent. C'est en train de bouger. À mon avis, c'est davantage à des actions de ce type qu'il faut réfléchir. Je le disais hier en parlant avec le jeune... dans la rue de ce qu'il entendait par "développement durable" et "prise de participation". Il comprend qu'il doit changer ses comportements, mais il n'a pas compris encore qu'acheter ou ne pas acheter était un acte de pouvoir. Le jour où les gens l'auront compris, tout le monde ayant ce pouvoir dans le monde, ce sera énorme !

Nike a modifié ses comportements, non pas lorsqu'on lui a collé une sale image, mais lorsque ce qui avait été fait vis-à-vis de son image a eu des impacts économiques, lorsque ses bénéfices ont baissé. C'est à partir de ce moment-là qu'ils ont commencé à surveiller ce que faisaient leurs fournisseurs. C'est du lobby. En France, nous n'avons pas trop la culture du lobby. Pourquoi cela a-t-il marché ? Parce qu'il y a eu une grosse communication... On n'a pas communiqué sur Adidas, ni sur Décathlon. Eux ne sont absolument pas remis en question.

Ils ont fait quelque chose parce que c'est passé par l'argent, par ce qui les inquiète...

UNE INTERVENANTE : Le consommateur.

SOLÈNE BOURDAIS : Voilà. Pour faire du lobby, il faut un grand choc. Il suffit de voir ce qui s'est passé en Inde pendant l'indépendance, avec le boycott de la taxe sur le sel. De gros événements ont permis de faire bouger les choses. C'est de la communication, de la mise en réseau, de l'association de gens qui dénoncent quelque chose et qui encouragent de cette façon, grâce à un effet de boule de neige, à prendre le pouvoir.

“ Il suffit de voir ce qui s'est passé en Inde pendant l'indépendance, avec le boycott de la taxe sur le sel.”

UN INTERVENANT : Pour rebondir sur ce point, car c'était le sens de ma question, si je m'interrogeais sur la façon dont je pourrais agir pour que les idées deviennent une réalité, c'est assurément comme cela que je le ferais. Cela signifie deux choses : d'abord utiliser les armes et les techniques de la finance (donc, ne pas se positionner à côté) et, deuxièmement, avoir une stratégie globale.

C'est très compliqué, mais il faut être dedans. C'est pourquoi j'ai posé cette question, car il s'agit vraiment d'utiliser, de l'intérieur, les armes de la finance, il faut savoir comment cela fonctionne. Le pouvoir d'un actionnaire minoritaire est bien inférieur à celui de quelqu'un à qui on demande de souscrire des actions ou à un fonds de placement. Le jour où les salariés américains sauront que tel fonds ou tel fonds de fonds est "mal investi", entre guillemets, en termes de valeur, peut-être que, d'eux-mêmes, ils ne souhaiteront plus voir leur argent placé dans tel ou tel fonds. Et cela aura un impact direct sur le fonds. L'actionnaire minoritaire quant à lui est minoritaire...

“ D'abord utiliser les armes et les techniques de la finance et, deuxièmement, avoir une stratégie globale”

L'INTERVENANTE : Les banques cherchent à minimiser... C'est pourquoi je parlais d'indicateurs...

L'INTERVENANT : Sauf que cela concerne, si j'ai bien retenu ce qu'a dit Jean-Luc, 0,01 %...

ANNE-MARIE SACQUET : Lorsque Solène parle du boycott de Nike initié sous l'impulsion de réseaux par les consommateurs, nous ne sommes pas dans le monde de la finance, mais bien dans la confrontation directe consommation/production.

L'INTERVENANT : La personne qui a imaginé cela sait très bien comment le processus et le business fonctionnent.

JEAN-LUC GERARD : Il faut bien penser que nous sommes comme un serpent qui se mord la queue. Dans un système, nous avons plusieurs positions ; nous sommes à la fois acheteurs, employés et actionnaires, avec des contradictions entre les différents rôles. Lorsque vous allez acheter des chaussures de sport, vous regardez les prix ; c'est donc lié à la façon dont elles ont été fabriquées, etc. Lorsque vous faites un investissement, vous demandez un rendement, parce que vous voulez avoir une bonne retraite.

Si mon employeur ne me donne pas un salaire suffisant pour me permettre d'acheter des produits bio, je vais avoir du mal à acheter du bio. Or, qui fait pression sur mon employeur pour que celui-ci donne des bas salaires de façon à augmenter les profits ? C'est moi avec ma caisse de pension parce que je dois avoir une bonne retraite !

UN INTERVENANT : Si c'était simple, cela se saurait.

J E A N - L U C G E R A R D : Il faut agir à tous les niveaux. Les consommateurs doivent également agir.

Les ONG j'ai fait une enquête en juin en France n'ont aucun axe stratégique sur l'utilisation du pouvoir de l'argent je parle en tant qu'actionnaire dans les assemblées générales ou par effet de synergie pour imposer ou faire progresser les choses dans des directions qu'elles défendent dans la société civile.

S'ils ne regardent rien, il peut arriver que des gens comme Le Secours catholique aient des actions dans leur portefeuille, avec à l'autre bout du travail forcé, ce qui est un paradoxe incroyable.

A N N E - M A R I E S A C Q U E T : Nous avons un gros travail d'information à faire.

U N I N T E R V E N A N T : En France, la Caisse de dépôts et de consignations qui favorise les développements, qui travaille avec toutes les collectivités locales, a créé un fonds éthique. À côté de cela, ils continuent d'investir dans des domaines qui "négativisent" l'aspect éthique qu'ils ont développé.

A N N E - M A R I E S A C Q U E T : Philippe ?

U N I N T E R V E N A N T : Sur le terrain de la monnaie, nous sentons que c'est fragile. Il faudrait pouvoir retrouver le sens de la monnaie en tant que lien et non pas en tant que bien comme elle l'est devenue.

Nous voyons deux terrains. Le premier est celui de la résistance, œil pour œil. C'est trouver comment résister, trouver des moyens de contrer. Sur l'autre terrain, nous pourrions nous demander ce que nous désirons, y compris en ce qui concerne la monnaie. N'y a-t-il pas une piste du côté d'un projet en train de voir le jour, encore embryonnaire aujourd'hui, à savoir le projet SOL ? C'est l'embryon d'une monnaie écologique et solidaire. Sont impliqués les trois Conseils régionaux d'Île-de-France, de Bretagne et du Nord Pas-de-Calais, ainsi que le Crédit coopératif, etc.

Ce projet cherche à identifier une monnaie sur laquelle on ne puisse pas spéculer et qui aurait vocation à être sur le terrain écologique et solidaire au niveau local ou régional, ou même européen puisqu'il existe également un projet EUROSOL et même mondial avec TERRA.

P A S C A L D U B O I S : Attention à l'aspect "accessoire" dont parlait Pierre-Frédéric. Je suis en Région Nord Pas-de-Calais. J'entends des tas de discours, mais grattez un peu...

L ' I N T E R V E N A N T : Si cela se met en place, ce ne sera plus un discours.

[...]

A N N E - M A R I E S A C Q U E T : Vincent et Pierre-Frédéric.

V I N C E N T D A V I D : Sur ces aspects financiers, il y a certes les fonds éthiques, mais également un autre domaine moins connu parce que les encours sont plus faibles, celui des finances solidaires. Il s'agit du label "Finansol". L'idée est que les fonds ne sont pas négatifs : "*Je ne vais pas investir dans un fonds qui fait de l'armement, du tabac, etc.*" Les fonds sont positifs : les gens investissent dans un fonds qui, lui-même, investit dans des projets solidaires en France ou à la création d'emplois, etc.

Le problème est que les encours sont très faibles. Finansol ne sait également pas suffisamment se faire connaître et n'utilise pas les stratégies qu'il faudrait adopter pour se faire connaître davantage auprès des particuliers et surtout des acteurs institution-

nels et des collectivités locales. Ils sont en train de travailler sur ce point. Ils travaillent d'ailleurs avec les collectivités locales. De plus en plus de collectivités s'engagent.

Mais il me semble y avoir un déficit, comme très souvent dans les ONG, de stratégie de *lobbying* et de communication. Pour donner un peu d'espoir, par rapport à ce qu'il faudrait faire pour réagir, quelque chose de très fort est en train d'évoluer.

Voici deux ans, nous avons créé un groupe de travail avec les syndicats et nous avons fait un séminaire, en mars dernier, réunissant ONG et syndicats.

Cela ne s'était jamais fait, simplement parce que ces univers-là ne se connaissaient pas, ne se parlaient pas. Les syndicats disaient que les ONG n'étaient pas représentatives et ne se préoccupaient pas des questions d'emplois. Les ONG disaient, de leur côté, que les syndicats étaient dans des logiques corporatistes et n'avaient pas de vision mondiale,...

Pendant deux ans, nous nous sommes réunis avec quelques syndicats et ONG pour travailler. Ce séminaire a été très intéressant. D'une part, il a permis que des gens qui s'ignoraient plus ou moins se parlent. D'autre part, désormais, des choses avancent. La CFE-CGC vient de créer un partenariat avec Amnesty International et avec Max Havelaar. À la CGT, ils viennent d'embaucher quelqu'un pour travailler sur le développement durable et ils sont très positionnés sur le sujet ; ils ont vraiment envie d'agir car ils se rendent compte que, seuls, ils sont fichus. Ils n'ont pas la vision internationale et, en plus, ils n'ont plus d'adhérents. Les gens dans les confédérations et même les militants vont partir à la retraite. Il faut un renouvellement. Ils ont besoin des ONG pour trouver un regain de jeunesse. La CFDT a dernièrement organisé une réunion avec leurs jeunes adhérents à laquelle ils ont fait venir les ONG parce qu'ils avaient besoin de trouver un sujet qui fasse le lien entre un engagement dans un syndicat et un engagement plus sociétal, plus global.

Cette convergence entre syndicats et ONG, même si elle est récente, est en train de se renforcer. Les ONG ont une expertise et une très bonne utilisation des médias, mais, en tout cas en France, elles sont incapables de faire descendre les gens dans la rue. Il faut également rappeler que la CFDT ou la CGT, c'est chacune 800 000 adhérents ; le PS, 120 000 ; l'UMP, 120 000 ; les Verts 7 000. Ce sont des pouvoirs énormes.

Lorsqu'on aura réussi à trouver cette convergence entre ONG et structures syndicales, les choses pourront peut-être changer. Notamment sur les fonds éthiques et les fonds solidaires, tout ce qui est épargne salariale, est encore totalement sous-exploité.

Les syndicats ont un rôle majeur à jouer, sans parler des comités d'entreprise qui ont totalement délaissé le secteur social et qui vendent aujourd'hui du bon d'achat et des vacances ! Ils ont totalement oublié leur pouvoir.

Les syndicats sont en train de mener une réflexion et ce sont là des pistes intéressantes.

ANNE - MARIE SACQUET : Vincent, c'est bien ; nous sommes ravis que les ONG et les syndicats se rencontrent, mais cette convergence s'est-elle fondée sur des valeurs qui ont été échangées, discutées ?

“ Il me semble y avoir un déficit, comme très souvent dans les ONG, de stratégie de *lobbying* et de communication ”

“ Lorsqu'on aura réussi à trouver cette convergence entre ONG et structures syndicales, les choses pourront peut-être changer ”

VINCENT DAVID : Bien sûr. J'ai parlé de convergence dans le cadre de ce séminaire, mais je peux rappeler des collaborations antérieures, anciennes entre associations et syndicats sur des valeurs comme la défense de la démocratie (Solidarnosc, en Amérique latine, etc.). Des liens existent depuis longtemps, mais ils étaient assez faibles et on sent qu'ils sont en train de se renforcer, sur des valeurs.

ANNE-MARIE SACQUET : Il y a à la fois les valeurs sur lesquelles on peut se retrouver et celles qui sont capables de porter des mutations, de convaincre, de réunir.

Vous avez été quelques-uns à parler notamment de cette nécessité de mise en réseau pour porter des valeurs et faire en sorte qu'elles soient source d'efficacité, de mutations.

UN INTERVENANT : Cette conversation est très intéressante, mais nous n'avons pas parlé des pouvoirs publics.

Les budgets des pays très développés pour la plupart sont inférieurs aux fonds qui sont au Standard and Poor's. Le citoyen est mal à l'aise. Il peut voter pour qui il veut, cela ne change rien.

GILLES PENNEQUIN : Nous sommes passés des valeurs à la question : Quelle stratégie pour avancer en matière de développement durable ?

J'ai entendu parler de valeurs auxquelles j'adhère : fraternité, compromis, résistance, réformisme, etc. Je me vois mal humainement être dans une autre stratégie. Mais cela fait trente ans que nous défendons ces valeurs humanistes du développement durable et, personnellement, cela fait quinze ans. Nous voyons que nos succès sont plus que relatifs puisque, pendant ce temps, les 200 plus grandes fortunes du monde exploitent l'humanité tout entière. Ce que je vais dire rejoint les stratégies d'acteurs pour rééquilibrer le pouvoir qui est celui de l'argent. En fait, on a totalement évacué la notion de conflit, notamment entre États. Derrière, ce sont quand même des enjeux monstrueux.

Cela m'a frappé. L'Europe, c'est 6 % de la population mondiale et les États-Unis, 4 %. Nous avons exploité l'humanité et, maintenant, nous voulons être "super généreux" et nous leur disons : "*Nous vous aimons, soyez nos frères, etc.*". Nous ne nous sommes même pas posé la question de savoir si eux, en face, avaient envie de nous aimer ou s'ils n'avaient pas plutôt "la haine" et l'envie de nous taper dessus parce que nous les avons totalement "arnaqués" depuis le début.

Quelle est la part du conflit et de la violence comme mode d'action ? C'est certes un peu loin de nos sujets, quoique... Cela rejoint les médias. En fin de compte, s'il n'y a pas de violence, on n'en parle pas...

[...]

UN INTERVENANT : [...] sur les droits de l'homme et les droits humains, comme valeurs fondamentales et terminales, qu'on les exerce à titre individuel ou en collectif. Il y a là un socle commun.

Je m'étonne qu'on évacue la question du "comment atteindre ou respecter les valeurs dont on a parlé ? Nous avons parlé du pouvoir de l'argent, c'est très bien parce qu'il faut être dans le réel, mais la question du "comment" est politique. Vous évacuez la question politique et la question des pouvoirs publics. Pierre-Frédéric l'a remarqué, on ne parle pas des pouvoirs publics. Pourquoi ? Parce qu'on a évacué le politique comme système de régulation et d'arbitrage.

PASCAL DUBOIS : Mais que va-t-il réguler? Il va réguler une situation franco-française ou européenne! Or, nous ne sommes pas dans une situation concernant essentiellement le continent européen, mais dans une situation planétaire dans laquelle l'Inde, le Pakistan, la Chine s'en fichent. La seule chose qui les intéresse, c'est de se développer à outrance et de nous submerger.

Je ne voulais pas en parler, mais connaissez-vous le concept du développement durable des Chinois? C'est faire "péter" des montagnes, dévier des cours d'eau, disparaître des quartiers historiques entiers, pour mettre les populations dans des immeubles de 30 à 70 étages, cela parce qu'il faut passer d'une ville de 7 millions d'habitants à 12 millions, par exemple. Mais, lorsque vous discutez avec eux, ils vous parlent de développement durable. Pour eux, le développement durable, c'est cela.

La question fondamentale n'est pas de savoir si nous, ici, entre nous, avons un socle commun, mais de savoir comment nous allons arriver à faire partager une culture telle que développée dans le rapport Brundtland ou dans l'ensemble des réunions internationales.

La mise en réseau dont parle Solène, c'est savoir comment arriver à l'échelle de l'ensemble des États du continent européen, voire américain, à avoir un ensemble cohérent, une culture commune qui amène l'ensemble des États en développement à aller vers ce que nous souhaitons.

Dernier exemple, la Chine. Ils viennent d'acheter le brevet du moteur hybride de Toyota. Pourquoi? Ils viennent de décider de passer de la "brouette" au moteur hybride. Mais ils n'iront surtout pas vers l'essence et le diesel, tout simplement parce qu'ils ont bien compris que, demain, nous serions sans pétrole. C'est une action intéressante, mais c'est fait dans un tel esprit! Ils disent à leur population: "*On vous impose cette motorisation*". Là se posent des problèmes du principe de gouvernance parce que, la gouvernance, en Chine, pour l'instant, je ne l'ai pas vue...

UN INTERVENANT : Un point de méthode. Quand on parle de communication, on parle tout naturellement du CID.

La question est posée et ce n'est pas du tout contradictoire. Faire une communication nationale sera différent de faire un message à passer à l'international et peut-être les valeurs sur lesquelles on appuiera seront-elles différentes! Pour être pragmatiques, on ne va pas opposer ces valeurs parce qu'elles sont éventuellement incompatibles. On peut avoir des valeurs et un modèle pour la communication nationale et peut-être se permettre d'avoir un modèle différent pour les relations internationales.

ANNE-MARIE SACQUET : Jonathan?

JONATHAN PRIN : Nous sommes partis sur une vision assez franco-française: la liberté, l'égalité... C'est le début de la Déclaration de l'homme et du citoyen français. Elle a été adaptée avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, certes, mais est-elle reconnue par tout le monde? Ils n'ont pas la même vision, je pense, de la liberté des droits. C'est une autre culture. Notre vision n'est pas forcément partagée par tous.

JONATHAN PRIN : Dans un deuxième point, nous avons parlé de l'absence des pouvoirs politiques. Mais c'est nous qui sommes censés donner l'impulsion aux pouvoirs politiques. C'est nous qui sommes censés faire la politique de notre pays. Les pouvoirs politiques sont là. C'est à nous de communiquer autour de nous pour influencer cette politique nationale, voire européenne et même mondiale.

ANNE-MARIE SACQUET : Jean-Luc ?

JEAN-LUC GERARD : Nous n'avons pas employé le mot "droit".

Je vais prendre l'exemple concret de Baia Mare, une usine en Roumanie qui produit de l'or. Elle a eu un accident et

le cyanure s'est déversé dans un fleuve qui traverse toute l'Europe : 5 millions de poissons tués, toute l'économie des pêcheurs et du tourisme ainsi que les écosystèmes bouleversés. Cela a été une catastrophe énorme qui a touché plusieurs pays. On dit que c'est, après Tchernobyl, la plus grande catastrophe écologique survenue en Europe.

“ C'est nous qui sommes censés faire la politique de notre pays ”

Or, que s'est-il passé sur le plan du droit et des sanctions pour cette firme qui était australienne ? Elle a reçu une amende de 100 euros et vous savez pourquoi ? Je rappelle qu'il y a eu des millions de dommages sur des biens communs, c'est-à-dire l'écosystème, les gens qui vivent là. Parce qu'elle avait annoncé la panne trop tard par rapport aux délais prévus par la loi ! Nous sommes dans un système délirant.

Bhopal est un autre exemple qui, du point de vue du droit, est une catastrophe. Union Carbide a causé la mort de 5000 personnes en une nuit et, aujourd'hui, 500000 personnes en souffrent encore. Cela a été une catastrophe humaine et écologique sur le sol... Cela été oublié par médias... Que s'était-il passé ? C'est toujours dû à des chaînes d'erreurs dans la gestion et la sécurité industrielle. Cela a explosé et il y a eu un nuage... Que s'est-il passé ensuite ? Pratiquement rien.

Union Carbide – la firme qui possédait le site – n'a pas payé d'amende. Ils ont dit qu'ils allaient construire un hôpital. Ils ont commencé à bâtir l'hôpital mais il n'a jamais réellement fonctionné. Le responsable de la firme n'a jamais été condamné pour quoi que ce soit. L'État indien a dit : *“ Si on fait un procès, si on cherche la solution du conflit et du procès pour essayer de faire en sorte que cela ne se reproduise plus, les investisseurs étrangers ne viendront plus en Inde. Nous n'aurons plus d'argent. ”* Donc, rien n'a été fait et le PDG d'Union Carbide a 5000 morts sur la conscience !

“ Nous sommes dans un vide juridique international. Je reviens au pouvoir, à l'argent et à la politique ”

Nous sommes dans un vide juridique international. Je reviens au pouvoir, à l'argent et à la politique ; plusieurs autres exemples le montrent le rôle que remplit l'argent. Des gens décident ; ce sont les grands investisseurs, les marchés financiers, qui votent les plus grandes politiques... Quel est le plus grand centre de décisions dans le monde politique ? Wall Street. On vote chaque jour, des milliards sont échangés et qu'avons-nous, vous et moi, à dire là-dessus ? Rien. Pourtant c'est notre argent.

ANNE-MARIE SACQUET : Vincent ?

VINCENT DAVID : Tout à l'heure, vous avez cité Jeremy Rifkin. Je voudrais citer un autre sociologue économiste américain, Albert Hirschmann, qui a écrit des choses très intéressantes. On peut douter des questions de cycles, mais il se fonde sur l'histoire pour montrer l'existence, au XX^e siècle, de cycles d'environ trente ans, avec des périodes pendant lesquelles les sociétés se tournent davantage vers l'action au politique pour acquérir des droits, aller vers des idées, auxquelles succèdent des périodes pendant lesquelles elles sont davantage tournées sur la consommation et l'acquisition de biens.

Or, il me semble que, depuis cinq ans, depuis 1999, plusieurs signes montrent que nous sommes de nouveau, en tout cas en

France mais je pense également ailleurs, dans la contestation de la société de consommation. Le livre de Naomi Klein *“No logo”* a fait pas mal de bruit. Je pense à Éthique sur l'étiquette, au commerce équitable et, plus récemment, aux commandos anti-pub. Si les anti-pubs sont invités aujourd'hui, ce n'est pas pour rien : ils sont de plus en plus présents.

À mon sens, ces contestations vont aller en augmentant, car de plus en plus de groupes n'acceptent plus cette situation. Cela va monter en pression.

Pourquoi cela ne bouge-t-il pas ? Pourquoi un atelier sur l'humanisme ? Parce qu'en fait nous n'avons plus rien à conquérir – nous sommes des enfants gâtés de la démocratie et plus rien à défendre. En France, aujourd'hui, qui serait prêt à mourir pour des idées ? À force d'humanisme, on a protégé l'homme à un degré énorme et nous ne sommes plus prêts à mourir pour des idées.

Lorsque cette contestation, qui monte et mettra sans doute encore de nombreuses années, aura trouvé la convergence avec des gens qui acceptent de mourir pour des idées, à mon avis, les choses changeront très fortement.

UN INTERVENANT : Pour reprendre ce que disait Jean-Luc tout à l'heure et ce que tu dis à l'instant, nous, citoyens, avons les moyens d'agir, mais ce sera un travail de fourmi, de construction lente. Pour autant, comme Jean-Luc le précisait également, le jour où les fonds éthiques représenteront plus de 35 % de Wall Street, les choses changeront. Mais nous n'y arriverons pas du jour au lendemain !

Cela constitue effectivement une piste intéressante. Là, cela débouchera véritablement sur du changement. Ce n'est pas pour demain matin, mais nous pouvons y arriver.

UN INTERVENANT : Dans ce “cocktail” à doser entre la peur et l'attachement à des valeurs, cette montée des fonds éthiques sera encouragée par la peur qui peut être déclenchée auprès de grandes compagnies dès lors que les consommateurs s'organisent.

Nous avons parlé de leur pouvoir énorme. Il est possible de faire “craquer” un groupe. Non pas en deux ans, mais en quinze jours ; cela peut avoir pour conséquence de véritables effondrements boursiers. Le consommateur n'a pas conscience de son pouvoir. C'est le problème du *lobbying*.

Même les grands groupes ont besoin de faire du *lobbying*. Quelquefois, ils se cassent la figure... Il suffit de voir ce qui est arrivé à Jean-Marie Messier. Lorsqu'il s'est trouvé isolé, il n'a pas pu tenir le choc alors qu'il s'agissait d'un groupe énorme.

Il faut avoir davantage conscience de cette relative fragilité des groupes financiers devant la réaction de consommateurs voire d'actionnaires, ceux qui verront à quelles catastrophes mène la non-éthique, qui essayeront, même par égoïsme, de basculer...

ANNE-MARIE SACQUET : Henri ?

HENRI GAUCHOTTE : Les termes “stratégie” et “tactique” sont des termes militaires.

Pour la stratégie, vous avez identifié le pouvoir de l'argent. C'est un axe important. La “tactique”, c'est savoir comment on y va. Est-ce agir sur la croissance de

“ Nous n'avons plus rien à conquérir, nous sommes des enfants gâtés de la démocratie ”

0,01 % du marché ou est-ce prendre le pouvoir sur 30 % du marché? Il ne faut pas se tromper. Les choses ne sont peut-être pas aussi binaires que cela. N'est-ce pas aller voir comment rentrer dans le monde de l'argent et agir sur 20 à 30 % de l'existant ou est-ce se battre pour développer les 0,01 % de fonds éthiques?

ANNE - MARIE SACQUET : Gilles?

GILLES PENNEQUIN : Je reprends un peu ce que disait Pascal tout à l'heure. Les stratégies, je les ai défendues pendant des années, avec le commerce équitable notamment. Mais j'ai l'impression qu'en même temps, plus nous aurons ce type de revendications, moins les grands groupes auront de scrupule à abandonner nos marchés, sur lesquels nous venons les agacer avec des valeurs humanistes dont ils n'ont strictement rien à faire, pour aller vers des populations qui n'ont rien et qui souhaitent avant tout avoir accès au développement. Celles-ci n'auront pas toutes les exigences que nous avons.

Je ne voudrais pas que nous tombions dans l'"angélisme". Pour le moment, nous détenons l'argent et les marchés sont un peu dépendants de nous, mais nous voyons bien que c'est de moins en moins vrai et que tout cela va basculer très rapidement. Je crains que notre vision très généreuse ne tienne pas.

ANNE - MARIE SACQUET : Dans ce que j'ai pu entendre depuis le début de l'atelier, la vision généreuse est quand même assez limitée. Elle est plutôt pessimiste, noire.

UN INTERVENANT : Les solutions que nous proposons sont toutes très sympathiques.

ANNE - MARIE SACQUET : Nous avons écouté les tendances livrées par Vincent, Solène, Jean-Luc... Il y a la version, je dirais, noire, pessimiste, d'un monde dominé par l'argent, de l'argent majoritaire, mais également une autre version qui met en évidence des tendances émergentes... N'y a-t-il pas cette propension, pour certains en tout cas, qui sont proches des réseaux de "pouvoir traditionnel", entre guillemets, à ne voir que l'échec de ces sphères de "pouvoir traditionnel" et à ne pas suffisamment écouter les signaux, émis par les mouvements d'ONG, de citoyens, de consommateurs qui sont en train de changer? Cela me paraît important. Quel regard portons-nous, nous-mêmes, sur ces évolutions? Selon l'endroit où l'on se place, on a une vision différente sur les signes.

“ Le citoyen, quand il est consommateur averti, peut-il introduire une autre forme de régulation ? ”

Pierre-Frédéric l'a bien dit, le rôle de régulation de l'État s'affaiblit. Le citoyen, quand il est consommateur averti, peut-il introduire une autre forme de régulation?

PIERRE - FRÉDÉRIC TENIERE - BUCHOT : Faisons en sorte que la Caisse Nationale d'Épargne devienne une Caisse locale d'épargne et étudions les débuts, voici cent ans, du Crédit mutuel et du Crédit agricole: le Crédit agricole, "caisse rouge" à l'époque, laïque, et le Crédit mutuel, "caisse des cathos". Si je dis "laïque" et "catho", c'est très fort. Regardez ce que sont devenus le Crédit mutuel et le Crédit agricole et vous verrez la puissance des caisses locales... Elles n'ont rien à voir, mais elles sont très proches, si nous regardons les problèmes des agriculteurs du début du XX^e siècle...

ANNE - MARIE SACQUET : Jean-Luc?

JEAN - LUC GÉRARD : Bien que je parle toujours ou souvent d'argent parce que son pouvoir est énorme, d'après moi, une des actions positives que nous pourrions avoir serait de "déséconomiser" les pensées et la société.

Nous avons parlé d'alternatives. Par exemple, je sais faire une déclaration fiscale et toi, tu sais coudre ou autre chose... Cela permet des échanges dans lesquels aucun argent ne circule. C'est intéressant. Je me suis amusé à regarder qui, depuis la dernière guerre, publie des livres. Auparavant, c'était Sartre, Marcuse, Bateson, Watzlawick, Margaret Mead, René Dumont : des philosophes, des sociologues, etc. Maintenant, c'est Lester Thurow, Milton Friedmann, Joseph Stieglitz, Amartya Sen, Jacques Attali ; ce ne sont que des économistes ! Peut-être faudrait-il essayer de "déséconomiser" les problèmes dans la pensée et dans la communication.

Cela ne signifie pas de ne pas utiliser d'argent pour faire des choses, mais il s'agit de réfléchir à des solutions en dehors de l'argent, de se demander s'il est possible de faire autrement. C'est difficile parce que nous sommes dans un monde où tout se paye, tout s'achète. Bientôt il faudra de l'argent à Tokyo, dans le métro pour respirer de l'oxygène pur. Où allons-nous ?

C'est une piste à utiliser : que pouvons-nous "déséconomiser" ?

Avec l'inflation de l'économie, comme je l'ai expliqué, même si les fonds éthiques sont plus nombreux, nous restons dans la logique du "toujours plus", avec toujours plus de fonds. Il nous faut sortir de cette logique. Nous revenons là à l'éducation, à l'école.

UNE INTERVENANTE : J'aimerais poser une question à Jean-Luc. Tu citais l'industrie pharmaceutique qui produit tant de médicaments pour soigner des maladies qui sont signes de décadence. N'existe-t-il pas un espoir dans cette décadence ? Les valeurs d'humanisme et de fraternité ne peuvent-elles pas sortir de cela ? Si tout le monde se trouve sous Prozac, on ne pourra plus rien faire, ni acheter, ni rester dans ce système d'économie...

JEAN-LUC GÉRARD : C'est intéressant car nous reparlons d'histoire. Il suffit de regarder celle des Empires des Incas ou des Romains, ils ont connu une phase de croissance suivie d'une phase de décadence. Certains pessimistes disent que nous sommes dans la phase de décadence. Il suffit de regarder la télé. J'ai donné l'exemple des publicités à la télévision. Je n'achète rien, en tout cas pas ce que cherchent à vendre 80 % de ces publicités.

“ Nous le savons,
il faut dématérialiser ”

À quoi servent toutes ces dépenses ? C'est un gaspillage de ressources incroyable dans une société, dans laquelle le monde économique joue sur cette notion d'efficacité. On dit : "On a des ressources tellement limitées qu'il faut être efficace." Il y a même une très grosse différence entre l'éco-effectivité et l'éco-efficience. Un Allemand, Michael Braungart, plaide pour l'éco-effectivité (cad. d'autres sortes de ressources naturelles et énergétiques dégradables et/ou renouvelables). Il a dit qu'avec l'éco-efficience, nous allons tout doucement, mais sûrement, vers un épuisement de la planète et par là même inéluctablement vers la catastrophe. Nous le savons, il faut dématérialiser. Notre société est une société de consommation ; il y a des déchets partout, même à 500 mètres sous la mer. Il faut essayer de changer pour ne pas arriver jusqu'à la décadence, car nous sommes sur une pente de décadence, comme vous le disiez.

UNE INTERVENANTE : Non, la possibilité d'émerger existe justement parce que c'est devenu trop décadent. Comme tu le dis, les produits sont tellement nombreux, que, de toute façon, je serai toujours aussi vide, j'aurai toujours autant de manque. Et pour

cela, je vais me mettre à chercher autre chose, c'est-à-dire des valeurs d'humanité qui vont davantage me "remplir" et m'épanouir.

[...]

UNE INTERVENANTE : Ceux qui se situent en dehors, à côté de ce système, qui le rejettent, sont de plus en plus nombreux. Ils ont compris comment cela fonctionnait. Ils n'adhèrent pas à ces valeurs. Par contre, ils n'ont pas pris le pouvoir, ils restent entre eux. C'est ce qu'on appelle les Teufeurs, des gens qui vivent en marge. Lorsque j'ai discuté avec eux pour le questionnaire, au début, je me suis dit qu'ils nous faisaient un peu peur... Puis je me suis rendu compte que ce sont ceux, en tout cas les jeunes, qui avaient le plus de recul sur ce qui se passe actuellement. Ils n'ont pas choisi de participer à cela ou de chercher une autre manière, ils ne se sont pas engagés, ils se sont juste retirés. Ils ont choisi de chercher, entre eux, un moyen de "se remplir", mais sans consommer.

JEAN-LUC GÉRARD : Je voudrais rappeler une information que tout le monde connaît et qui se trouve tout à fait au croisement de ce débat entre humanisme, générosité et argent. Malgré l'effet "*more kilometers*" (plus on est loin, moins cela compte) qui a été évoqué hier dans un atelier, l'effet tsunami et la mobilisation générale en termes de générosité et de finances en France constituent une note d'optimisme énorme qui me laisse penser que le potentiel de solidarité est bien vivant, pour reprendre la terminologie des termes humanistes de fraternité, de compassion et d'amour, qui, entre parenthèses, sont confirmés en laboratoire par les chercheurs économistes de la théorie des jeux.

Pas seulement. Cela laisse entendre qu'énormément de gens sont dans les *starting-blocks* dès lors qu'il y a de la communication, de l'information et de l'organisation.

[...]

ANNE-MARIE SACQUET : Isabelle.

ISABELLE DESPLAT : Il faut peut-être relativiser l'élan de générosité qui a suivi la catastrophe du tsunami. C'est arrivé à Noël qui est une "période de générosité". En outre, cela nous a touchés plus directement car beaucoup d'Européens ont été tués lors de cette catastrophe, des nantis qui étaient partis en vacances à l'autre bout de la Terre...

Par ailleurs, je rappelle le "battage médiatique" autour du tsunami, qui a utilisé les mêmes mécanismes que pour le Téléthon, etc. Finalement, les gens se trouvent pris dans un élan de générosité nationale et ils donnent.

ANNE-MARIE SACQUET : Gilles nous renvoie cette affiche : "*Tu mangeras quand tu seras compétitif*". Cela reste globalement le niveau de générosité qu'on peut avoir aujourd'hui...

Pierre-Frédéric faisait référence hier au Niger... À mon avis, ce qui s'est passé pour le tsunami n'est pas du tout un signe d'espoir quant à nos capacités de générosité.

“ Tu mangeras quand tu seras compétitif ”

PHILIPPE CONTAM : Quels mots faut-il mettre sur ces signes ? Cela m'apparaît être un signe fort tout de même. Souvenez-vous. Juste avant la deuxième guerre en Irak, le même jour, à la même heure, des millions de gens partout dans le monde sont sortis pour manifester leur opposition à la guerre. Elle a eu lieu, soit. Mais, dans l'histoire de l'humanité, y a-t-il déjà eu un événement comme celui-là, avec des millions de

gens sur la planète qui, en même temps, se sont levés pour dire qu'ils ne voulaient pas de la guerre?

C'est un signe fort qui n'a strictement rien de monétaire. Quels mots faut-il mettre derrière cela?

Tout à l'heure, quelqu'un a dit qu'il n'y avait pas UN modèle. Cette fois, un seul mot ne va peut-être pas pouvoir qualifier ce mouvement. Sur la planète, les gens l'ont entendu de façon différente. N'est-ce pas là une valeur... Je ne sais pas quel mot il faudrait mettre sur cette histoire de diversité... Mais cette richesse-là n'est-elle pas également porteuse, forte? Finalement, il y a peut-être dans cette idée de respect de conceptions différentes, qu'on soit en Chine ou en France, en soi, une valeur. La diversité peut être une vraie richesse; à l'intérieur d'une assemblée comme celle-ci, nos désaccords peuvent devenir féconds, sans pour autant déboucher sur une seule parole ou un seul avis.

“ nous sommes peut-être seulement dans la “toute petite enfance” de la démocratie”

Pour terminer sur l'idée de la démocratie, je voudrais ajouter que nous sommes peut-être seulement dans la “toute petite enfance” de la démocratie. On a tendance à nous dire que cela fonctionne de cette façon et que c'est difficile. Tout à l'heure, on nous a présenté la théorie du thermos! Mais si nous nous plaçons dans cette perspective de la “toute petite enfance”, c'est-à-dire si nous admettons que nous ne sommes peut-être qu'au départ de plein de choses, dans un bouleversement historique et conséquent qui nous mènera quelque part nous n'en savons rien, alors, du point de vue de la démocratie, tout est peut-être à inventer. Cela peut être en ce moment sur le terrain de la conjugaison, de la représentativité et de la participation, comme cela peut être encore d'autres choses.

UN INTERVENANT : Par rapport aux valeurs humaines et humanistes, j'ai entendu juste une fois les mots “si on ose” ou “amour”; j'ai par contre beaucoup entendu parler d'argent. Nous sommes dans une société qui, depuis “*Je choisis le veau d'or*” ou “*Je choisis Dieu*”, n'a pas beaucoup évolué. Nous sommes encore dans cette séparation entre : “*J'ai peur, je recherche la sécurité, donc j'accumule l'argent et le pouvoir*” et “*Je fais confiance, j'aime et je vais vers une démarche peut-être plus durable*”. Et encore, qu'est-ce qui est durable? Nous avons en effet tous une certitude, celle de ne pas l'être.

Pour revenir à la communication au développement durable, puisque nous cherchons ce qui est commun, je ne suis pas certain que l'argent soit la valeur commune planétaire. Par contre, il y a plus de chance que l'amour le soit. Quand on est amoureux, on oublie tout le reste...

[...]

UN INTERVENANT : Rappelez-vous ce qui s'est passé le 11 septembre. Les personnes qui étaient dans l'avion ou dans les tours, qui savaient qu'ils allaient mourir et qui avaient un téléphone portable, n'ont pas appelé leurs banques pour savoir quelle... Ils ont appelé leurs proches pour leur dire leur amour.

[...]

ANNE-MARIE SACQUET : On ne sait pas ce qu'on fera trois secondes avant de mourir. De toute façon, c'est trop tard.

L'INTERVENANT : Oui, mais si on en pensait plus tôt, on penserait moins à l'argent et davantage à l'amour. C'est ce que je veux dire.

UN INTERVENANT : Là, je vais faire redescendre l'ascenseur très vite... *(Rires.)* Ce débat me touche en tant que militant de tout temps, sur le terrain. On parle de démocratie, de planète ; on dit que ce n'est pas européen, que c'est planétaire. Les jeunes sont là. Et la démocratie...

J'ai envie de dire que nous pouvons peut-être faire acte de contrition nous-mêmes. Je suis acteur sur le terrain, je travaille avec les collectivités d'aménagement du territoire. Or, je vois le mal que nous avons à réinsuffler une vraie démocratie active sur le terrain. Je ne citerai pas d'exemples, mais combien de fois a-t-il fallu que je "pique des crises" auprès d'élus pour qu'on redescende sur le terrain, pour demander aux gens ce qu'ils voulaient faire ! Comment aujourd'hui arriver à recréer des espaces de représentation de l'individu dans son cadre de vie à lui ? Le développement durable commence par là, dans un espace de vie urbain humain. Nous déjà, sur le petit terrain, le faisons-nous bien ?

Mon propos porte sur ce grand écart... J'adhère à tous ces discours... Je suis un peu perturbé parce que je rejoins un peu ce qui est dit : que faire ? Mais si nous, nous faisons déjà bien sur le terrain, en multipliant ces micro-actions, ne serait-ce pas une façon de réinsuffler, de faire remonter, de regagner ?

ANNE-MARIE SACQUET : Je vais tenter l'exercice de vous proposer une conclusion.

J'ai trouvé globalement les commentaires assez pessimistes, probablement à juste titre. Cela rejoint des choses que j'ai...

[...]

“ **Ce qui peut-être émerge de ces échanges, c'est une volonté de désamorcer l'impuissance** ”

...bien entendu dans ce qu'on reconnaît aujourd'hui comme valeurs motrices et dans ce que peut proposer l'humanisme aujourd'hui par rapport à des constats qui, me semble-t-il, nous sont communs.

Nous constatons tout de même un dysfonctionnement et un certain nombre de choses à assumer collectivement et individuellement. C'est en cela qu'il m'a semblé que les échanges étaient assez pessimistes.

Cela me fait penser à ce que j'ai entendu hier également dans l'atelier sur les médias. Nous constatons que les grands médias nous donnent à voir des victimes de catastrophes et des impuissants, les politiques. Globalement, nos médias mettent en scène la catastrophe et l'impuissance politique.

Ce qui peut-être émerge de ces échanges, c'est une volonté de désamorcer l'impuissance ; c'est, à côté d'un certain nombre de A côté des pouvoirs traditionnels, comme les pouvoirs publics, qui n'ont plus de capacité de régulation ou de résolution, apparaît une génération d'acteurs, peu visibles aujourd'hui, qui veut de reprendre la main sur son avenir. Nous devons nous référer référence à ce dont parlait Pascal, c'est-à-dire au principe de responsabilité à la fois :

– des pouvoirs en place, à être beaucoup plus à l'écoute des attentes des citoyens, à donner libérer beaucoup plus la parole, l'expression et ldes capacités d'action, à ouvrir la décision à de nouveaux pouvoirs, souterrains aujourd'hui, mais qui ne sont pas suffisamment connus ;

– et de chaque citoyen, de chaque consommateur d’être beaucoup plus au fait des réalités d’aujourd’hui, c’est-à-dire au fait des tensions environnementales, sociales, économiques et également au fait des pouvoirs qui régissent le monde, notamment celui de l’argent, de façon à être davantage à même d’agir sur ces pouvoirs.

PASCAL DUBOIS : Tu oublies, me semble-t-il, un élément important. En outre, tu le représentes parfaitement puisque tu es le au Comité 21. Il faut trouver un lieu dans lequel les différentes cultures, qu’elles soient économiques, pouvoirs publics, associatives, puissent se rencontrer et aller vers l’élaboration d’un socle commun où, par exemple, l’élément “finances” dont nous avons beaucoup parlé sera présent. Tout ce qui concerne les fonds éthiques et ce dont nous avons parlé, c’est très important, mais s’il n’y a pas une sorte de mouvement de fond qui se définit à travers l’ensemble de ce qui fait notre société. Nous aurons beau faire des incantations, mener des actions individuelles, dans dix ans, nous aurons à nouveau une université avec un atelier sur le thème “Humanisme” et Jean-Luc nous fera encore un excellent discours, mais nous serons toujours dans la même situation.

Dans les années 70, lorsque j’ai commencé à m’intéresser au sujet, on parlait de retour à la nature, de retour à la terre, on disait qu’il fallait se mettre en division par rapport à ce que connaissait le monde économique, etc. Trente ans après, on retrouve les mêmes choses sous des noms différents.

Mais je pense que le Comité 21, réellement, a un rôle à jouer...

UN INTERVENANT : Voici trente ans, le Forum social mondial n’existait pas.

L’INTERVENANT : Cela a évolué et tant mieux.

ANNE-MARIE SACQUET : Jean-Luc?

JEAN-LUC GÉRARD : Je voudrais m’insurger violemment contre le pessimisme. Lorsqu’on veut reconstruire une maison qui est détériorée, on fait d’abord un constat, on voit tout ce qui ne va pas, mais on est plein d’espoir, car on veut reconstruire les fenêtres, l’escalier, le toit...

Deuxièmement, le lieu est un élément très important. Ici, c’est un lieu. Je n’étais jamais venu dans le Luberon. C’est un lieu qui fascine et qui intéresse. Pascal en a parlé. Le lieu, c’est là où l’on retrouve des racines. Nous sommes là de nouveau dans les sujets de l’écologie et de l’homme : l’homme est un arbre, il a besoin de racines.

ANNE-MARIE SACQUET : Nous allons conclure sur ce mot de Jean-Luc. Je réagis tout à fait positivement à la proposition de Pascal d’engager une réflexion sur la responsabilité appliquée à la finance. Vous entendrez donc probablement, dans les prochains mois, parler d’un projet de rencontre sur ce thème.

Merci beaucoup.

(Applaudissements.)